



Mission régionale d'autorité environnementale
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas relative à la déclaration
de projet valant mise en compatibilité du PLU
de la commune d'Offemont (Territoire de Belfort)**

n°BFC-2019-1944

Décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme :

La mission régionale d'autorité environnementale,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8 à R.104-16, R.104-28 à R.104-33, relatifs à l'évaluation environnementale de certains documents d'urbanisme ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable qui définit les règles générales de fonctionnement des MRAe ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 15 décembre 2017 et du 19 novembre 2018 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) en date du 23 juin 2016 portant délégations pour la mise en œuvre de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme (examens au « cas par cas ») et la décision complémentaire prise par la MRAe de BFC lors de sa réunion du 16 janvier 2018 suite à la modification de sa composition ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°BFC-2019-1944 reçue le 08/01/2019, déposée par la commune d'Offemont (90), portant sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité de son plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 31/01/2019 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires du Territoire de Belfort du 14/02/2019 ;

1. Caractéristiques du document :

Considérant que la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la commune d'Offemont (superficie de 555 ha, population de 3843 habitants en 2015 (données INSEE)) est soumise à un examen au cas par cas afin de déterminer si elle doit faire l'objet d'une évaluation environnementale ;

Considérant que la commune relève du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Territoire de Belfort approuvé en février 2014 ;

Considérant que cette mise en compatibilité du document d'urbanisme communal vise principalement à :

- créer un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) en zone naturelle (N) dénommé zone Nb dans lequel seront autorisées les antennes relais de téléphonie mobile ;
- supprimer le classement en espaces boisés classés (EBC) sur la zone correspondante (900 m²) ;
- modifier en conséquence les règlements graphique et écrit du PLU ;

Considérant qu'un précédent projet d'évolution du PLU visant notamment à permettre l'implantation d'antennes relais, soumis à évaluation environnementale par décision de la MRAe en date du 24 avril 2018, n'avait pas abouti ; le présent projet de mise en compatibilité décrit ci-dessus s'avérant très ciblé en comparaison du précédent, qui visait à permettre ces installations sur l'ensemble des zones du PLU ;

Considérant que la présente mise en compatibilité est menée concomitamment à deux modifications simplifiées du PLU, qui font également l'objet d'un examen au cas par cas ;

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée :

Considérant que la mise en compatibilité du PLU concerne une zone de 900 m², surface apparaissant modérée au regard de la superficie totale de la zone N sur le territoire communal (de l'ordre de 264 ha) ;

Considérant que l'évolution du PLU, notamment par un travail d'identification et de prise en compte des sensibilités écologiques à l'échelle du projet, ne paraît pas de nature à engendrer des impacts significatifs sur des milieux naturels remarquables ou sur des continuités écologiques ;

Considérant que la mise en compatibilité du document d'urbanisme n'est pas susceptible d'affecter les sites Natura 2000 les plus proches « piémont vosgien », situé à environ 4,4 km au nord et « étangs et vallées du Territoire de Belfort », situé à environ 4,6 km au nord-est ;

Considérant que l'évolution du document d'urbanisme n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

La mise en compatibilité du PLU d'Offemont n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la section 1 du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme.

Article 2

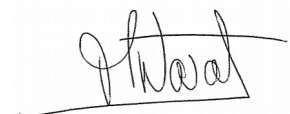
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le document peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet des missions régionales d'autorité environnementale.

Fait à Dijon, le 6 mars 2019

**Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
Bourgogne-Franche-Comté
et par délégation, la présidente**



Monique NOVAT

Voies et délais de recours

Les décisions de dispense peuvent faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou de leur mise en ligne sur internet.

Les décisions dispensant d'évaluation environnementale ne constituent pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elles ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elles sont susceptibles d'être contestées à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Les décisions soumettant à évaluation environnementale peuvent faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions. Elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux qui doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Madame la Présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté
Conseil général de l'environnement et du développement durable
57 rue de Mulhouse
21033 DIJON Cedex

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Dijon
22 rue d'Assas
21000 DIJON

ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr